

pui que la candidature de M. Alicot ren-
contre les adversaires républicains
de M. Cazaux.

Le Pays proteste contre le langage
de don Carlos dans sa dernière pro-
clamation. Ce langage, suivant lui, outrage
à la fois les idées les plus saintes, celles
du patriotisme, de la famille et du res-
pect de la volonté nationale.

L'Univers, au contraire, approuve le
nouveau manifeste de don Carlos et loue
la noblesse avec laquelle le prétendant
rappelle qu'il s'est armé pour combattre
la Révolution. « C'est, poursuit l'Uni-
vers, le secret de sa force et le gage de
sa victoire. »

L'Union ne s'occupe que des affaires
d'Espagne, elle persiste à croire au suc-
cès de don Carlos.

La Gazette de France est profondé-
ment affligée de voir qu'un petit groupe
du centre droit écoute encore si com-
plaisamment les ouvertures du centre-
gauche. Si le gouvernement, dit-elle,
avait eu une politique nette et vigou-
reusement appliquée, nous n'aurions pas
ce spectacle. « Plus cette situation du-
rera et plus les chances de réformer une
majorité conservatrice diminueront...
On ne nous tue pas ; nous nous
suicides. »

La Liberté plaide la cause du duc de
Broglie contre le duc d'Audiffret-Pas-
quier. Celui-ci représente à ses yeux un
politique de combat contre les bonapar-
tistes, tandis que le duc de Broglie re-
présente une politique d'apaisement et
de conciliation. Oui ou non, ajoute la
Liberté, le maréchal de Mac-Mahon
veut-il refaire l'union du 24 mai ? Si tel
est son désir, il comprendra la nécessité
de ménager certaines susceptibilités.
C'est à ce prix seulement que l'accord
peut se faire.

La Politique prussienne

Il y a dans cette politique triomphante
des effets s'étendant à toute l'Europe et au
delà, une unité inflexible. Au lendemain même
de la déclaration de guerre entre la France et
l'Allemagne, M. de Bismarck en livrait publi-
quement le secret. Les premiers bruits de pré-
mières victoires des armées confédérées, il salua
l'existence d'un empire évanescent fondé sur
la ruine des deux premières puissances catho-
liques. Les guerres entreprises, d'abord con-
tra l'Autriche, puis contre la France furent
dans leur principe des guerres religieuses.
L'homme qui plus que tous ses contemporains
était épris dans les Universités, à l'école de
Lessing et de Goethe, du glorieux rêve de fon-
der la patrie allemande, et qui, par plus de
bonheur ou par plus de génie se trouva un
jour à même de le réaliser, comprit tout de
suite qu'il fallait un fondement religieux au
futur empire. L'histoire lui montrait que les
grandes dominations assises sur cette base
étaient les plus durables, et même qu'il n'y a
pas de projet d'empire sans une idée reli-
gieuse. Ce n'était pas assez de rassembler sous
une même loi, dans un même état politique,
les membres éparés du nouvel Etat ; il fallait
encore leur donner une unité de foi et de
culte.

Mais pour faire du protestantisme, même au
milieu de l'Allemagne de Luther, la religion
nationale, pour donner cette âme au grand
corps politique dont la puissance devait s'élever
au-dessus des autres puissances, il fallait avant
tout écraser l'athéisme. Une première
guerre fut entreprise contre Rome, qui
était au yeux de son rival le boulevard de
l'influence romaine en Allemagne. Du même
coup furent ruinées et la prépondérance poli-
tique de l'Autriche au sein de la Confédération,
et son influence religieuse. La France
aussi devait être frappée comme la puissance
catholique. L'histoire nous montre les plans
de M. de Bismarck s'attaquant à elle, tant
encore pour écraser le catholicisme que pour
prendre la revanche de l'échec. Il ne déclara
point, il est vrai, la guerre. Ceux qui la pro-
voquent n'en sont pas moins les auteurs que
ceux qui la déclarent.

L'Autriche et la France abattues, il ne restait
plus, au milieu de l'Europe protestante et
schismatique, de grande puissance qui repré-
sentât la cause catholique. Le moment était
bon d'attaquer directement l'Eglise elle-même.
L'Italie, affaiblie par nos défaites de ses
engagements, nous permit de nous enlever
de Berlin de tout entreprendre contre Rome,
afin que la chute du pouvoir temporel affaiblît
d'autant la puissance spirituelle qu'il restait à
abattre. En servant les intérêts de sa politique
usurpatrice et révolutionnaire, elle servit aussi
ceux de la Prusse. Rome décapitée, la papauté
privée de son domaine en même temps que
de son indépendance, le catholicisme démet-
tait dénué de tout appui humain. Comment
eût-il résisté alors à la toute-puissance des
armes allemandes ? Comment, réduit à l'état
de vaincu, refoulé dans les consciences, eût-il
pu disputer à l'empire évanescent, deux fois
victorieux, l'ascendant sur le monde ?

M. de Bismarck entra en guerre contre lui,
comptant qu'il le renverserait du premier coup.
Ce n'était plus rien à ses yeux, que cette reli-
gion sans armée, sans soutien, sans prestige,
dont le chef était captif, dont les adeptes
n'avaient plus même un représentant parmi
les grands Etats. Il crut en venir plus facile-
ment que du moindre petit peuple
qui eût osé lever la tête contre le bruit des
armes ayant brisé ce qui restait de l'ancien-
ne famille catholique, il lui sembla que la
persécution devait avoir bientôt raison des
consciences.

Le voilà à l'œuvre. Le tout-puissant chan-
cellier, armé de tous les engins des lois et de
la diplomatie, livre un assaut à l'Eglise.
Le dixième, le vingtième après tous les vic-
taires et les ambitieux qui, de Mahomet à Frédéric II,
ont projeté de détruire l'immortelle Eglise de
Jésus-Christ, il recommence l'entreprise in-
cessante. Se croit-il plus fort, est-il plus fou
que Napoléon, l'héritier de la Révolution, l'orga-
nisateur du monde moderne, le plus grand
conquérant, après Jules César, qui eût reculé
devant la seule idée d'abolir le catholicisme ?
Pursuivant en Allemagne, à la façon des plus
vulgaires tyrans, promoteur en Europe de la
ligue gouvernementale contre l'ultramontanisme,
il ne lui est pas venu à l'esprit de supprimer
c'est l'Eglise même qu'il veut supprimer pour
faire régner à sa place le pans germanisme
protestant.

Si tout paraît avoir réussi selon ses plans,
ce n'est qu'un succès éphémère. En pleine
domination, l'homme au casque couronné de
lauriers, devant lequel distillent les gouverne-
ments, est tenu à l'écart par le vieillard du
Vatican. Sa puissance vient se briser contre le
roc qui est assis sur le fondement de l'Eglise.
Pressé de toutes parts, portant à lui seul tout
le poids des épreuves et des persécutions, le
Pape résiste au choc universel. Il lutte invin-
ciblement. Sa main, désarmée, manie des ton-
nerres plus redoutables que les canons Krupp,
et sa voix, plus retentissante que le bruit des
victories prussiennes, rappelle au monde les
victories triomphales de l'Eglise. Toujours atta-
qué et toujours victorieux : c'est son éternel
hasard. L'Eglise est née dans les persé-
cutions, elle a passé par toutes les persé-
cutions, et

malgré tant de vicissitudes contraires, son règne
ne cesse de s'étendre par le monde. Elle est
l'héritière des promesses de Jésus-Christ, elle
a reçu la lettre en partage.

M. de Bismarck rêva de fonder sur le pro-
testantisme un empire tel qu'il n'en eût jamais
depuis celui des Césars. Rêve insensé ! A-t-il
oublié que c'est à Rome même que la prophé-
tique statue de Nabuchodonosor a été frappée au
piéd par la petite pierre de laquelle est sortie
la montagne qui devait couvrir le monde ?
Aujourd'hui, la montagne fondée à Rome sur
la pierre remplit tout. Depuis la chute pro-
phétique de l'empire romain, successeur des
trois grands royaumes d'Orient qui ont préparé
les voies au Messie, il n'y a plus eu et il n'y
aura jamais plus d'empire comparable à celui
de l'Eglise. Daniel n'en a point prédit d'autre.

Les empires terrestres seront réduits, de
crainte qu'ils ne s'élèvent contre celui qui
doit jusqu'à la fin des temps dominer tous ;
le monde ne connaîtra plus de ces gigantesques
dominations séculaires qui tenaient asservies
des multitudes et couraient tout sous leurs
lois. L'Eglise seule, malgré les puissances mal-
gré les persécutions, régnera et régnera univer-
sellement : Daniel et l'histoire en sont garants.
Quant à la Prusse, il y a une autre pré-
diction qui la regarde. Moins sacrée que celle du
prophète d'Israël, peut-être ne s'accomplira-t-
elle pas moiré sagement.
Que l'empire évanescent de Frédéric et de
M. de Bismarck, avec ses appétits insatiables
de dominations, ses agrandissements
excessifs, ses luttes insensées contre le catho-
licisme, prennent garde un jour, au lieu de s'é-
lever superbement par dessus les nations de la
montagne sainte de l'Eglise, de finir à terre
comme une corneille !
ARTHUR LOZAN. (Univers)

LETTRES DE PARIS

Correspondance particulière du Journal
de Roubaix

Paris, 13 janvier.
La discussion de la loi militaire dure
plus longtemps qu'on ne l'avait supposé
d'abord, et il n'est guère vraisemblable
qu'elle soit terminée avant demain. La
plupart de nos députés, fort peu com-
pétents dans toutes les questions qui
touchent à l'organisation de l'armée, ne
suivent ces débats qu'avec une assiduité
obligatoire, et se dédramatisent d'enten-
dre les orateurs militaires ou de profes-
sion en s'occupant de la crise ministé-
rielle et des dispositions à prendre pour
la fameuse séance où doit s'opérer l'en-
terrement des lois constitutionnelles.
Dans la séance d'hier M. Gambetta est
monté à la tribune et a combattu l'idée
de confier au ministère de la guerre le
soin de décider de combien de compa-
gnies doit se composer un bataillon.

Dieu sait comme depuis 80 ans on a
fulminé contre les abus de l'ancien ré-
gime, et comme on a ri des marquis
d'autrefois qui se croyaient dotés en
naissant de tous les talents. Malheureu-
sement, plus cela change et plus c'est la
même chose : à présent ce sont certaines
catégories de démocrates qui se croient,
aussitôt qu'une révolution a réussi, ap-
tes à tous les emplois et qui s'empres-
sent de les prendre, quitte à égarer la
galerie, comme la femme de ce révo-
lutionnaire qui s'écriait avec conviction :
« à présent, c'est nous qui sont les prin-
cesses. »

Je ne dis pas que M. Gambetta s'est
écrié le 4 septembre 1870 : « à présent
c'est nous qui sont le gouvernement » ;
mais il n'a pas commis cet attentat con-
tre la grammaire, il a en revanche porté
ce qui est plus grave, la plus funeste
atteinte aux intérêts de la patrie en pre-
nant de son autorité privée le titre et les
fonctions de ministre de la guerre. C'est
sans doute en souvenir de ce qu'il fit
alors qu'il a cru devoir intervenir hier
dans la discussion. Il en a profité pour
se poser en défenseur de l'armée contre
les bureaux du ministère de la guerre
encourus dans la routine.

La chambre a laissé dire, elle n'a pas
voulu protester contre cette allégation
de l'homme qui, en 1870, ne sut qu'orga-
niser la défaite. De tous ses devanciers
politiques, M. Gambetta n'a jamais su
qu'appliquer un seul principe, celui que
Danton formulait en disant : de l'audace,
toujours de l'audace.

On ne met plus en doute que M. de
Broglie soit chargé de constituer le fu-
tur Cabinet ; mais on se préoccupe
beaucoup de savoir qui l'emportera, de
M. de Fourtoul ou de M. d'Audiffret-
Pasquier, et donnera un caractère par-
ticulier au cabinet. Je crois pouvoir pré-
dire que M. de Fourtoul ne sera pas sa-
crifié à M. d'Audiffret-Pasquier par le
maréchal, et si le duc ne veut entrer au
ministère que si M. de Fourtoul est éli-
miné, il restera dehors ; il n'y a guère
que le centre gauche qui s'en plaindra.

Il se confirme que le gouvernement,
aussitôt après la reconstitution du mi-
nistère, demandera à l'Assemblée de
voter les lois de finances urgentes, et
de s'ajourner ensuite jusqu'au mois de mai.

Le Bien public a un mot solennel
pour caractériser la situation créée par
la crise ministérielle ; c'est, dit-il, la
dictature du néant. On sait que pour ce
journal il n'y a qu'une dictature natio-
nale, sage, conservatrice, c'est celle de
M. Thiers.

Le même journal reproche au maré-
chal de Mac-Mahon de n'avoir invité au
bal de l'Élysée à la lieu ce soir aucun
membre du Conseil municipal. Ce n'est
certes pas M. Thiers qui se serait rendu
coupable d'un pareil oubli. Rien ne dit
cependant que le maréchal n'ait pas
voulu être agréable à nos édiles en ne
les obligeant pas à accepter son invita-
tion et à renoncer ainsi à leur austérité
républicaine qui dédaigne les pompes
officielles.
On assure que M. de Kératry se pré-
sentera comme candidat républicain
dans le département de Seine-et-Oise.
M. de Kératry était, comme M. Guyot-
Montpayroux, un des jeunes députés de
l'opposition dans l'ancien Corps Légis-
latif. A plusieurs reprises, depuis 1871,
il a essayé de se présenter ; mais il n'a
pu réussir à se faire agréer, même
comme candidat par ses amis ; s'il par-

vient à être le candidat des républicains
dans Seine-et-Oise, son copain au lé-
gislatif électoral, le dit sieur Guyot-
Montpayroux, est capable d'en faire une
maladie.

M. Edgard Quinet a voulu à son tour
protester contre le rapport Perroti ; il a
écrit à Garibaldi une lettre qui com-
mence ainsi : Chef grand Garibaldi, et
qui finit par : pour toujours votre...
Edgard Quinet. Inutile de parler de ce
que l'apôtre de la république universelle
dit à l'ami des Prussiens.

On annonce la mort de Francis Au-
bert, qui vient d'être enlevé en quelques
jours par une fièvre typhoïde. C'était
un des jeunes et des plus ardents écri-
vains du parti impérialiste ; il avait été
rédacteur du Constitutionnel et du Gau-
lois.

Hier soir il y avait concert et specta-
cle chez le directeur d'un des grands
journaux de Paris. Après quelques mor-
ceaux exécutés par MM. Gardou, Dan-
cla, Melle Puisse, du conservatoire,
M. Edouard Fournier a lu des strophes
écrites, il y a six ans, au lendemain de
la révolution d'Espagne et dans lesquel-
les il prédisait le retour futur du jeune
prince des Asturies ; M. Rey a chanté
des fables de Florian et de Lafontaine
mises en musique par lui. Puis la jeune
et gracieuse fille du maître de la mè-
son a joué avec trois de ses amies un
proverbe composé pour la circonstance
par M. Lauzières : on ne peut pas peigner
un diable qui n'a pas de cheveux. C'est
un charmant comédie de salon que
nous recommandons aux mères de
famille quand elle sera publiée. Un bal
improvisé s'est ensuite organisé grâce à
la bienveillance de la maîtresse du logis
et n'a fini qu'à six heures du matin.

Légère baisse à la Bourse aujourd'hui ;
c'est une réaction de la hausse des jours
précédents et de la situation politique.
Les nouvelles concernant des troubles
en Espagne et un prononcement contre
le roi Alphonse ne se sont pas confir-
mées.

Paris, 13 janvier.
Notre monde politique et financier,
depuis deux jours, se montre très préoc-
cupé et de notre situation intérieure et
des affaires d'Espagne. C'est là ce qui
explique la faiblesse de la Bourse.

En ce qui concerne l'Espagne, on
commence à comprendre que le fils
d'Isabelle va se trouver en présence de
sérieuses difficultés. L'armée Alphon-
siste est en pleine désorganisation, tan-
dis que l'armée carliste a mis à profit
la trêve imposée par les rigueurs de la
saison pour se mettre en état de prendre
un vigoureux offensive.

Les déflections annoncées ne se sont
pas produites.

En Navarre, le général Ruraenda a
mis en complète déroute à Arzo sept
lieues de Pamplune, la colonne Alphon-
siste qui se dirigeait vers Miranda à Viana.

En Biscaye, le roi Charles VII se rend
à Valmaseda sur la rivière Cadagisa à la
tête de plusieurs bataillons, et paraît
menacer la province de Santander.

Voilà pourquoi les fonds Espagnols
sont en forte baisse, à mesurer que le
fils d'Isabelle approche de Madrid.

Chez nous, l'imbroglio politique se
complique encore de la question d'ur-
gence pour la dissolution des lois cons-
titutionnelles. Le centre droit et une
grande partie des membres de la droite
ont d'avis de prononcer l'urgence afin
d'en finir le plus promptement possible
avec toutes les incertitudes de la situa-
tion. Mais c'est précisément cette incer-
titude que les gauches et le centre gauche
veulent exploiter ; ils sont décidés à
passer par les trois délibérations, ce qui
reculerait à une époque indéterminée,
l'avènement d'un nouveau ministère.

Ce soir, les divers groupes parlemen-
taires se réunissent pour aviser à la con-
duite à tenir sur cette question d'ur-
gence.

On remarque l'extrême violence avec
laquelle les journaux de M. Thiers et du
radicalisme attaquent d'avance le mi-
nistère d'attitude et de langage de l'illustre
général sur la tête duquel les années pas-
sent sans lui faire sentir leur atteinte.
Ce n'est pas tout que d'avoir dépensé
100 millions pour la construction d'un
opéra babylonien, il faudrait au moins
avoir des œuvres nouvelles à y représen-
ter. La direction en est réduite à
servir au public les mêmes ouvrages
qui, depuis de nombreuses années, oc-
cupent la scène. Si M. Halanzar com-
prenait bien sa mission il utiliserait,
pour la vaste scène du nouvel Opéra,
les belles compositions de Mme la baro-
nesse de Maistre, et notamment Ninette
et Cléopâtre, qui conviendraient si bien
pour le vaste théâtre de M. Charles Gar-
nier. Il m'a été donné, à la fin de l'au-
tomne dernier, d'entendre chez Mme la
comtesse de Roë, des fragments des
deux opéras Ninette et Cléopâtre et j'ai
pu constater l'impression produite sur
les auditeurs par le caractère dramatique
de ce style large et l'inspiration mélodique
de ces deux admirables œuvres de Mme
la baronne de Maistre. M. Halanzar
était présent et a été témoin du succès

de cette audition. Voilà une belle occa-
sion pour renouveler un répertoire usé
et arriver enfin à inaugurer un lieu
qui n'est qu'un simple appareil de cu-
risité, sera le triomphe de l'art.

P. S. La demande d'urgence pour le
vote des lois constitutionnelles semble
abandonnée ; si elle était présentée,
c'est M. Dufaure qui est chargé de la
combattre au nom du centre gauche.

M. Raudot se propose, dit-on, de ré-
clamer le retrait pur et simple des lois
constitutionnelles.

On parle d'une dépêche importante
que le duc Decazes aurait reçue de Berlin.
DE SAINT-CHÉRON.

ASSEMBLÉE NATIONALE

Président : M. RUPPET.
Séance du 13 Janvier 1875

La séance est ouverte à 2 h. 30.
La lecture du procès-verbal ne donne lieu à
aucun incident.

L'Assemblée reprend la 2^e délibération sur
le projet de loi relatif à l'organisation des ca-
res des effectifs de l'armée.

M. LE GÉNÉRAL DE CISEY déclare que la com-
mission, prend la défense de l'article 2 contre
MM. Keller et d'Harcourt.

M. LE GÉNÉRAL DE CISEY déclare que le gou-
vernement n'accepte que la deuxième partie
de l'amendement Keller.

M. KELLER insiste pour le renvoi de son amén-
dement à la commission.

M. LE RAPporteur CHARBONNET déclare ne pas
accepter le renvoi demandé par M. Keller.

L'orateur fait remarquer que l'Assemblée
est non seulement législative, mais aussi
constituante et souveraine.

Le renvoi de l'amendement Keller n'est pas
ordonné, et l'art. 2 du projet de la commission
est adopté.

Sur l'art 3, M. Keller a déposé un amende-
ment dont M. le général de Cisey demande
le renvoi à la commission.

Cet amendement porte que le pouvoir exé-
cutif déterminera le nombre des compagnies.
Le ministre se prononce en faveur des batail-
lons de chasseurs à pied à six compagnies.

LE COLONEL DE GRADONIS, au nom de la com-
mission, déclare n'accepter ni l'amendement
Keller, ni le renvoi de cet amendement.

L'orateur maintient le principe du bataillon
à quatre compagnies et expose à ce sujet une
série de considérations techniques.

M. LE GÉNÉRAL SAUSSIER combat à son tour
l'amendement Keller et se prononce pour la
réduction des bataillons à quatre compagnies.

LE GÉNÉRAL DE CISEY, ministre de la guerre
reconnait que l'ordre dispersé est devenu in-
dispensable pour la conservation et le mainti-
en du bataillon à six compagnies.

M. LE RAPporteur CHARBONNET défend le batail-
lon à quatre compagnies.

Après deux épreuves douteuses, un scrutin
s'ouvre sur la question du renvoi de l'amende-
ment Keller à la Commission.

La séance continue.

P. S. — Le renvoi de l'amendement n'est
pas ordonné (327 voix contre 325).

La séance est levée à 6 heures.

ETRANGER

ALLEMAGNE. — On écrit de Berlin, 8 jan-
vier :

« Vous pouvez être sûr que le fœme don
Alphonse, à peine installé à Madrid, sera re-
connu par la Prusse, qui, non-seulement a
prévu, mais semble avoir préparé son avène-
ment. »

« Le comte Rascon qui, depuis quelques
mois, représente ici M. Serrano, semble
tenir à paraître étranger aux événements qui
viennent de se passer en Espagne. Du moins,
on assure qu'il n'a fait à ce sujet aucune
communication officielle ou officielle au gou-
vernement prussien, et bien au contraire, qu'il
s'est remplacé par un nouveau ministre pléni-
potentiaire. S'il en était ainsi, ce que j'ai
quelque peine à croire, ce rappel ne serait
probablement qu'une feinte, et je suis persuadé
que M. Rascon serait récompensé d'une ma-
nière ou d'une autre des services qu'il a rendus
à la candidature de don Alphonse. »

« Les journaux de gauche font tous leur
possible pour rendre intéressant le nouvel oc-
cupant du trône d'Espagne. Une feuille vien-
noise, que je reçois, raconte à son sujet l'anec-
dote suivante :

« Le prince des Asturies, lorsqu'il était au
collège militaire de Vienne, appelé Thérèse-
Stroz, exprimait souvent devant ses camarades
la ferme confiance qu'il serait un jour ou l'autre
rappelé en Espagne, pour occuper le trône de
sa mère. Il se comparait alors au prince
Sigmund, dans le drame fameux de Calderon :
La vie est un rêve ; et ce prince malheureux qui
fut précipité du trône pour être jeté dans les
fers, et qui forma dans sa captivité les pro-
jets les plus édifiants, pour le cas où il remon-
terait sur le trône. »

« Don Alphonse répondait : « Moi aussi, je
suis animé des meilleures résolutions, et de
même que les Polonais ont rappelé Sigmund,
de même je serai rappelé par les Espagnols et
je justifierai leur confiance. » Si ce n'est pas
vrai, ce n'est pas trop mal trouvé. »

« On ajoute un autre détail que vous devez
connaître déjà : Le manifeste que le fœme
Alphonse adressa naguère aux Espagnols était
l'œuvre de M. de Schmerling, ancien mini-
stre prussien, aujourd'hui directeur du Thero-
sitz, exprimait surtout devant ses camarades
la ferme confiance qu'il serait un jour ou l'autre
rappelé en Espagne, pour occuper le trône de
sa mère. Il se comparait alors au prince
Sigmund, dans le drame fameux de Calderon :
La vie est un rêve ; et ce prince malheureux qui
fut précipité du trône pour être jeté dans les
fers, et qui forma dans sa captivité les pro-
jets les plus édifiants, pour le cas où il remon-
terait sur le trône. »

Le correspondant parisien de la Gazette
nationale de Berlin a obtenu l'autorisation
d'accomplir à l'Alphonse XII à Madrid. Ce
correspondant est M. Beckmann, un jeune hom-
me dans le procès d'Arnim.

BULLETIN ÉCONOMIQUE

Charbons. — Une polémique aiguë
vient de s'engager entre le Journal le
Commerce de Bruxelles, et les journaux
de Mons et de Charleroi, qui prennent
leurs inspirations auprès des Charbon-
nages.

Le Houilleux, par exemple, dit :
« Qu'avons-nous dit ? Nous pouvons
affirmer que, pour le plus grand nom-
bre de nos établissements, ce prix (le
prix de revient) est tellement élevé
qu'il ne laisse pas à l'exploitant un bé-
néfice de 2 francs par tonne. Les ré-
sultats de l'année qui va finir donne-
ront la preuve de nos assertions. »

Sans vouloir contredire absolument
la proposition ci-dessus, nous ferons
remarquer au Houilleux que ce prix de
revient qui, selon lui, ne laisse aux ex-
ploitants que 2 fr. de bénéfice par ton-
ne, constitue déjà proportionnellement
au capital un rapport de 50 à 60 0/0,
n'est-ce rien ? Quelle est l'industrie qui
rapporte davantage... Mais ces béné-
fices seraient encore beaucoup plus énormes
si les mines qui ont voulu à toute
force maintenir les hauts prix avaient
employé leur personnel à extraire de la
houille. Pendant tout l'été dernier, on a
mis aux travaux préparatoires, de re-
cherches et de réparations, 50 0/0 des
ouvriers. Le capital employé a préparé
l'avenir qui en profitera, et il ne serait
pas juste de faire supporter la situation
actuelle les frais de cette non-exploitation
calculée et arrêtée en conseil, d'autant
moins que ces frais que l'on met au
débit de cette année, on oublierait vrai-
semblablement de les faire figurer au
crédit de 1875.

Le Houilleux dit encore :

« Heureusement, au-dessus de tout ce
que l'on désire de par et d'autre, —
hausseries et baissiers, — il est des
lois auxquelles on chercherait en
vain à se soustraire. — La loi de
l'offre et de la demande est impo-
sable. L'ouvrier doit s'y soumettre
comme l'exploitant. Si la vente deve-
nait impossible aux cours actuels, le
travail serait moins abondant, il n'y
aurait plus manque de bras, les salai-
res fléchiraient et l'on sortirait alors
de la situation anormale que les évé-
nements ont créée. Et telle serait en-
core la conséquence de la réduction
des salaires, que la production aug-
menterait aussitôt, car l'ouvrier, en en-
tendant pas recevoir moins le samedi,
travaillerait davantage. »

Or, si nous sommes d'accord sur ce
point, c'est-à-dire si par le moyen indi-
qué ci-dessus, les charbonnages arri-
vent à sortir de l'impasse dans laquelle
ils se trouvent, si, au moyen d'une
baisse, ils s'assistent des bénéfices, qui
leur permettent aux cours actuels, nous
ne voyons pas ce qu'a de ridicule l'opi-
nion du Commerce, qu'il traduit en ces
termes :

« Le maintien des hauts prix des
charbons, dit-il, est funeste pour les
actions charbonnières et le mouvement
de celles-ci est en sens inverse du mouve-
ment de ceux-là. »

Libre maintenant aux journaux de
l'Union charbonnière de faire fi de la
concurrence étrangère, nous savons à
quoi nous en tenir au sujet de ce pré-
tendu dédain, et nous savons, d'autre
part, que les consommateurs font beau-
coup de cas de ce qui semble si futile à
nos contradicteurs.

La Revue industrielle, de Charleroi,
suivant les mêmes errements que le
Houilleux, nous ne jugeons pas utile de
nous occuper aujourd'hui de ce journal.

Voici, d'après les mines, le chiffre des
stocks au 31 décembre :

Layettes	Tonnes	1800
Gailettes	»	2169
Gailettes	»	6948
Fines	»	9900
Tout-venant	»	28584
Fines forges	»	225

Ensemble 49626

Mais dans ce chiffre ne figurent pas
les bateaux sur vente, les stocks non
vendus et aux mains de la spéculation,
les réserves du fond, et que l'on ne tire
qu'au fur et à mesure des besoins.

La grande grève du pays de Galles
(Angleterre) qui pouvait nous causer
quelque inquiétude, est presque com-
plètement terminée, et nos diverses cor-
respondances nous signalent de tous les
points une nouvelle tendance à la baisse.

Naturellement, les producteurs fran-
çais suivent le mouvement dans ses di-
verses phases, subissant la baisse, ils
s'efforcent de produire plus, et c'est là,
croyons-nous, la vraie solution à donner
aux difficultés pendantes.

La sidérurgie reste en grande souf-
rance, et l'on ne sait vraiment quand
l'on sortira de cette accalmie, de cette
anémie industrielle.

Toujours est-il que l'on peut considé-
rer comme terminée à l'avantage de la
consommation cette lutte entre haus-
siers et baissiers, qui dure depuis un
an ; la question est jugée, et tout ce que
nous pourrions ajouter désormais n'au-
rait qu'un intérêt rétropectif.

(Le Charbon).

MARCHÉ DE LILLE. — Marché au blé bien
approvisionné hier à Lille : 1.700 hectolitres
environ. Les ventes ont été assez actives, mais
on n'a pu traiter qu'en faisant des concessions.
On a vendu de 17 à 20 francs, en baisse de 50 à 75 c.
à l'hectolitre.

Les farines sont cotées à 34 francs les 100
kilog.

Roubaix-Tourcoing ET LE NORD DE LA FRANCE

Bien que la situation industrielle et
commerciale n'ait pas été brillante du-
rant l'année qui vient de finir, nous
avons à constater un net accroisse-
ment des recettes de l'octroi de Rou-
baix. Elles se sont élevées à 1.138.525
fr. 47 c. C'est une augmentation de
59.130 fr. 92 sur celles de 1873. Ce
résultat est d'autant plus remarquable
que l'industrie de la construction, qui
donne à l'octroi l'un de ses produits les
plus importants, n'a pas été très active
en 1874. Ce sont les combustibles et la
viande particulièrement qui ont surtout
contribué à l'augmentation des pro-
duits de l'octroi. La consommation de
la viande s'est élevée pour 1874 à
3.263.074 kilog., tandis qu'elle n'avait
été, en 1873, que de 2.959.232 kilog.,
soit une différence de plus de 303.842
kilog., ou une